France et d'Angleterre, que leurs souverains avaient violé avec la plus horrible perfidie, le droit des gens ; qu'il leur était libre de rester à Constantinople ou d'en partir ; que cependant il serait veillé à leur sûreté personnelle tant qu'ils seraient sur le territoire ottoman ; que la Porte n'entretiendrait plus avec eux la moindre relation. Un divan fut tenu, auquel furent appelés tous les ulémas, même ceux qui s'étaient le plus ouvertement prononcés contre le système actuel. On y résolut de n'écouter aucune proposition des trois puissances ; de continuer la guerre avec toute la vigueur possible ; de déployer le drapeau du prophète et d'appeler tous les fidèles osmanlis aux armes. En conséquence, le drapeau fut déployé sur la tour de Sainte-Sophie, et ordre fut donné immédiatement d'approvisionner les forteresses du Danube et d'y envoyer toutes les troupes disponibles.

Les Francs qui, dans le premier moment de publicité donnée à ces mesures, ont traversé la ville intérieure, ont remarqué un mouvement extraordinaire et une joie très-turbulente régner parmi la population turque. Ils ont vu cette population esclave se réveiller de sa léthargie habituelle ; cela arrive toujours lorsque, dans des circonstances majeures, le gouvernement a besoin d'elle ; alors elle sent qu'elle peut valoir quelque chose, elle renaît à l'énergie. Cependant, les Francs sont dans les plus grandes inquiétudes et ils se disposent à quitter Constantinople.

Ces nouvelles sont données par la gazette d'Augsbourg ; cependant, il paraît qu'un autre correspondant de la même gazette a été mieux informé des événemens, car, par une lettre postérieure, sans démentir précisément les faits, il est dit que le divan n'avait pas encore, après trois jours de délibération, laissé transpirer le moindre résultat concernant les dispositions de la Porte. Ainsi, il n'est pas certain encore que le sultan ait fait arborer l'étendard de Mahomet, signal de guerre.

— M. Marchand, agent de la société pour l'industrie nationale, à Diekirch, y est décédé le 24 de ce mois. Il a été remplacé dans ses fonctions par M. Vannerus, Bourgmestre de Diekirch, lequel a été installé le 29, par deux inspecteurs du trésor, expressément délégués à cet effet.

— La récapitulation des députés nommés en France par les colléges d'arrondissement, offre les résultats suivans : Constitutionnels, 167 nominations ; ministériels, 95. Beaucoup de candidats ont été nommés dans plusieurs colléges. Il en résulte que 25 nominations sont à renouveller ; on est certain qu'elles fourniront autant de voix à l'opposition. Les élections de la Corse ne sont pas connues. A Paris, le collége de département a nommé les quatre candidats constitutionnels. On prévoit que bientôt un changement aura lieu dans le ministère et dans la politique de la France.

— La fièvre nerveuse maligne qui s'est manifestée à Bous, peut être considérée comme détruite ; grace à la saison rigoureuse et aux précautions qui ont été prises. Cinq individus, dont trois appartenant à la même famille, en ont été victimes, tous les autres sont ou guerris ou convalescens. Il n'y a pas de nouveaux malades jusqu'à ce jour.

VARIETES.

DE LA CHARITÉ PUBLIQUE.

Deuxième article. — Application.

Appliquons ces principes aux établissemens de charité. Les plus nombreux et les plus importans sont ceux qu'on a établis pour donner l'instruction gratis aux enfans des pauvres. Les écoles dans lesquelles les enfans sont instruits et entretenus sont nuisibles dans leurs conséquences ; 1° parce qu'elles sont un encouragement au mariage précoce, et par suite à une augmentation de population disproportionnée avec les moyens de subsistance. Quoique ces établissemens ne puissent recevoir qu'un petit nombre d'enfans, les hommes sont tellement disposés à s'exagérer les chances qui sont en leur faveur, que chaque couple supposera que ce seront ses enfans qui seront choisis ; et indépendemment des autres inconvéniens, on aura fait naître des espérances qu'il ne sera pas possible de réaliser, on aura augmenté la masse de misère ; 2° ces enfans respirant dans les établissemens un air plus pur que chez eux, étant mieux tenus, mieux nourris et mieux soignés quand ils sont malades, il en résulte qu'il en meurt un moins grand nombre ; leurs parens pourront faire plus de dépense pour élever leurs autres enfans, il y en aura encore davantage qui deviendront adultes. Jusque là il n'y aura que du bien ; mais les conséquences inévitables seront la baisse des salaires, la hausse des denrées alimentaires et l'appauvrissement général.

Les écoles où l'on se contente de donner l'instruction gratis ne présentent pas les mêmes inconvéniens. Les pauvres ne regardent pas l'instruction comme nécessaire, et comme ils n'auraient pas envoyé leurs enfans à l'école s'il eût fallu payer, la possibilité de les y envoyer sans rien donner n'apportera pas de diminution dans leurs dépenses, et par suite elle n'aura pas pour résultat de favoriser le développement exagéré de la population. L'instruction gratuite pourra donc produire beaucoup de bien sans aucun mélange de mal.

C'est dans cette direction que doit s'exercer la bienfaisance des personnes charitables Que des écoles soient établies par leurs soins, en assez grand nombre, pour que tous les enfans puissent apprendre à lire et à écrire. Mais ce n'est pas là que doivent s'arrêter nos efforts. La lecture et l'écriture ne peuvent être considérées que comme des moyens et non pas comme le but de l'enseignement. Une instruction plus étendue pourra, sans inconvénient et à peu de frais, être mise à la portée du peuple. Déjà des écoles pour les ouvriers s'organisent dans les différentes villes de la Grande-Bretagne. Il faut que des institutions semblables soient organisées dans toutes les villes du royaume, et que chaque village ait sa *société de lecture* (1). Lorsque, grâce à une philantropie active et éclairée, d'utiles lumières se seront répandues dans tous les rangs de la société, on n'entendra plus parler de métiers et d'instrumens aratoires brisés ou livrés aux flammes par une populace furieuse. Les malheureux qui commettent ces violences apprendront qu'elles ne sont pas moins préjudiciables à eux-mêmes qu'aux autres.

Les hospices pour les femmes en couche présentent les mêmes phénomènes déjà plusieurs fois signalés. Plus on étendait et multipliait ces établissemens à Londres, plus les demandes de réceptions augmentèrent, et jamais on ne fut en état de satisfaire à toutes, parce que la facilité d'échapper aux embarras et aux inconvéniens de l'accouchement encouragea les mariages ; et sans cette facilité, les femmes réfléchiraient davantage aux inconvéniens de la grossesse dans un pauvre ménage.

Les inconvéniens des hospices pour les enfans trouvés sont précisément les mêmes, en ce sens qu'ils tendent également à accroître le mal qu'on voudrait guérir.

Il en est de même des secours médicaux administrés gratuitement aux pauvres dans les hôpitaux et à domicile. Si nous demandons pourquoi les ouvriers sont exposés à des maladies qui leur sont propres ? pourquoi ils sont entassés dans des habitations malsaines ? et pourquoi les changemens de temps les affectent d'une manière particulière ? il n'est pas difficile de trouver la solution de ces questions. La rémunération de leur travail est si peu considérable, qu'ils ne peuvent pas se procurer la nourriture, les traitemens et le logement nécessaires pour se bien porter. Avec les nouveaux instrumens aratoires et la *Mule jenny*, on produit deux fois plus que jadis. Comment se fait-il donc que la situation de l'ouvrier soit moins heureuse ? C'est que malheureusement leur nombre augmente dans une proportion encore plus forte que les produits de la terre ou de l'industrie. Si l'on n'avise pas à un moyen de mettre un terme aux progrès indéfinis de la population, rien ne pourra arrêter les ravages du mal qui nous dévore, et qui prend de jour en jour un caractère plus alarmant.

Lorsque la population est surabondante, une partie des habitans doit nécessairement être pauvre et mourir d'une mort prématurée. Si l'art des médecins pouvait detruire toutes les maladies que produit la misère, tous ceux qu'elle tuait auparavant mourraient de la famine. La faim deviendrait la seule maladie. Mais à elle seule, elle ferait précisément le même nombre de victimes que toutes les autres ensemble.

Le manque de connaissances *utiles* dans les classes supérieures de la société est vraiment déplorable. Le tiers de leur vie s'écoule à l'école ou dans les universités. Si ceux qui dirigent leur éducation ont pour but de les empêcher d'apprendre ce qui pourrait les mettre à même de rendre des services à la société, ils doivent être bien satisfaits du résultat de leurs efforts ; car il est impossible de réussir plus complétement. Le 5 avril dernier, à l'occasion d'un dîner anniversaire du dispensaire général de Londres, le duc de Sussex, président, dit dans son discours : « Depuis 1770, époque de l'établissement de notre dispensaire, il a donné des secours à plus de 170,000 individus. *Chaque année le nombre des malades s'est accru*, et nous pouvons nous glorifier d'en avoir eu dans le courant de celle-ci (1825), 450 de plus que l'année précédente ! »

Toutefois il serait injuste de confondre toutes les institutions de charité dans une réprobation générale. Il convient d'excepter les hospices pour les sourds et muets, pour les aveugles indigens ; les hôpitaux établis pour la guérison des blessures, des fractures et des fortes contusions. De pareils accidens ne sont pas de nature à être prévus, et par conséquent on peut ne pas avoir les moyens nécessaires pour se faire soigner, sans pour cela avoir manqué de prudence. Si les blessures étaient aussi communes que les fièvres, les rhumatismes, etc., ce serait avec les économies faites par les ouvriers sur leurs salaires, qu'elles devraient être traitées ; car alors elles tomberaient dans le but ordinaire de la nature humaine.

On peut conclure de toutes ces observations, que ceux qui ont concouru à l'établissement des institutions de charité, ont presque toujours fait plus de mal que de bien ; car au lieu de chercher à établir un juste équilibre entre les consommateurs et les objets de consommation, ils ont imprudemment favorisé les progrès de la population et encouragé les prodigalités et l'imprevoyance des classes inférieures. — Règle générale : Il ne faut administrer de secours gratuits que pour les maux et les accidens que la prudence humaine ne peut pas prévoir. Mais c'est surtout à répandre parmi le peuple, les bienfaits de l'instruction que doivent s'appliquer ceux qui desirent véritablement améliorer le sort de leurs semblables. Lorsque le peuple aura plus de lumières, il cessera de nuire à ses propres intérêts et de compromettre l'aisance et la sécurité des autres classes, par des unions précoces et en donnant le jour à des enfans qui restent en grande partie à la charge de la société. (*Vestminster revieu.*)

(1) Associations pour acheter en commun les meilleurs livres et les meilleurs écrits périodiques. Ces associations sont extrêmement multipliées en Angleterre et en Ecosse, même dans la classe ouvrière. Elles ont eu des resultats immenses pour l'instruction du peuple : il n'y a pas de bourg ou de petite ville qui n'ait une ou plusieurs de ces sociétés. Genève et quelques autres villes de la Suisse ont imité l'exemple de l'Angleterre.